

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 7 HTA-BT)

Date de la contribution : 20/11/2024

Introduction

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Quels enjeux vous semblent les plus prioritaires pour la régulation incitative d'Enedis pour le TURPE 7 HTA-BT ?

L'adoption du TURPE 7 constitue un enjeu clé pour la transition énergétique.

La mise en œuvre de celles-ci est à l'origine d'évolutions considérables pour le fonctionnement du système électrique. Ces mutations doivent être pris en compte par la tarification des réseaux.

Ainsi le TURPE 7 doit à la fois, contribuer à atteindre les objectifs fixés pour mener la transition énergétique mais également être adapté aux évolutions inhérentes à la mise en œuvre de cette transition.

Parmi les principaux enjeux, que la SIPLEC identifie, figurent :

- L'accélération du développement des EnR. Laquelle nécessite que les gestionnaires de réseaux (GR) permettent la satisfaction des objectifs de développement imposés à certains acteurs, à l'instar des obligés par la loi APER (articles 40 et 43) et leur permettre de rentabiliser leurs investissements.
- Favoriser la flexibilité de la consommation afin de faire face à l'intermittence croissante des moyens de production et l'électrification importante des usages, notamment liées au développement de la mobilité électrique.

Question 2 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation du TURPE 6 et les principales évolutions envisagées par la CRE pour le TURPE 7 HTA-BT ?

Partiellement

Commentaire :

Le bilan présenté concorde avec ce que nous avons observé, excepté sur la partie raccordement des sites en HTA, que ce soit en soutirage ou en injection. En effet, il apparaît que les délais de raccordement de ces sites ont plus que significativement augmenté. En outre nous souhaitons souligner que les délais moyens évoqués ne reflètent pas nécessairement le nombre important de sites dont les délais de raccordement sont bien supérieurs à cette moyenne. Certains sites ont des délais de raccordement qui se comptent en années.

A ce titre, nous soulignons qu'il est indispensable d'adopter une vision globale de la problématique des délais de raccordements. La fixation d'objectifs ambitieux ne saurait suffire, il est donc nécessaire que l'indemnisation des sites supportant des délais de raccordements supérieurs aux objectifs fixés soit automatisée.

Cette automatisation contribuera à l'apparition d'une régulation incitative véritablement efficace.

Néanmoins, pour une efficacité renforcée de cette régulation, il convient également que l'indemnisation ne soit pas forfaitaire mais couvre plutôt l'intégralité du préjudice supporté par les acteurs supportant ledit retard.

A ce propos nous regrettons que cet élément, pourtant évoqué dans le cadre des ateliers organisés cet été, ne soit pas détaillé dans la présente consultation.

Question 3 : Considérez-vous, comme la CRE, qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour le TURPE 7 ?

Oui

Commentaire :

Une période tarifaire de 4 ans nous paraît adaptée. Cette période offre de la visibilité aux acteurs du marché tout en permettant des adaptations suffisamment fréquentes pour tenir compte des évolutions impactant le système électrique.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une évolution exceptionnelle du TURPE 6 au 1er février 2025 pour apurer de manière anticipée le CRCP d'Enedis constaté au 31 décembre 2023 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE sur la construction du revenu autorisé d'Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 6 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du taux sans risque afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques de court terme ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de mettre fin à la régulation incitative des coûts unitaires pour le projet Linky en 2025 ?

Favorable

Question 8 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant l'évolution du traitement tarifaire des contributions de raccordement demandée par Enedis ?

Oui

Commentaire :

Il est essentiel de permettre à Enedis d'assurer le financement des travaux relatifs à l'entretien et au développement du système électrique.

Pour autant, il est nécessaire que le financement de ces travaux repose sur une méthode comptable et tarifaire juridiquement solide. A défaut de quoi les conséquences d'une irrégularité du TURPE affecteront l'ensemble des usagers.

A ce titre, les éléments avancés par Enedis ne semblent pas répondre à ces exigences. Nous souscrivons pleinement aux arguments évoqués par la CRE.

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif TURPE 7 HTA-BT ? Êtes-vous favorable au rehaussement à +/- 3 % du plafond du facteur k ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 10 : Êtes-vous favorable au maintien du principe général d'incitation des charges d'exploitation, ainsi qu'aux orientations préliminaires envisagées par la CRE pour le périmètre couvert par le CRCP pour la période TURPE 7 ?

Favorable

Question 11 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des pertes pour la période TURPE 7 ?

Favorable

Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

La reconduction pour le TURPE 7 d'une régulation incitative pour les coûts d'investissements nous paraît adaptée.

Nous insistons toutefois sur le fait qu'une prise en compte renforcée des raccordements HTA-BT est absolument indispensable.

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des investissements " hors réseaux " pour le TURPE 7 ?

Favorable

Question 14 : Êtes-vous favorable au retrait des producteurs BT < ou = 36 kVA du périmètre incité de l'indicateur de remise de la proposition de raccordement et à leur suivi sans incitation ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 15 : Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour le respect de l'envoi de la proposition de raccordement pour les différents niveaux de tension à savoir, de 95 % à 98 % pour le segment BT < ou = 36 kVA et de 91 % à 94 % pour le segment BT > 36 kVA, collectifs en BT et HTA ?

Défavorable

Commentaire :

A titre préliminaire, il est important de souligner que nous avons conscience que le nombre croissant des demandes de raccordement constitue un défi important pour le gestionnaire de réseau. Pour autant, face à ces enjeux il est essentiel que les objectifs fixés soient atteints.

En effet ces objectifs doivent permettre de répondre aux exigences de la transition énergétique.

Or, le retour en arrière que constitue le passage d'un objectif de 94% (objectif à atteindre en fin de TURPE 6 pour le HTA) à un objectif de 91% entravera considérablement les ambitions affichées par la France ainsi que la capacité des acteurs obligés à satisfaire certaines de leurs obligations, à l'instar de celles imposées par la loi APER aux gestionnaires de parc de stationnement.

En conséquence, il convient de conserver l'objectif de 94% pour le début de la période TURPE 7, qui n'a pas été atteint afin d'inciter le gestionnaire à rattraper le plus rapidement possible cet objectif.

Conserver cet objectif de 91% en début de période conduirait à questionner le caractère véritablement incitatif de cette régulation.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un suivi sans incitation du délai moyen (en jours) de remise des 5 % des PTF les plus longues ?

Favorable

Commentaire :

Nous souscrivons pleinement à la mise en place d'un tel suivi pour la remise des 5% des PTF les plus longues. Nous émettons toutefois une réserve concernant l'absence d'incitation. En effet, il apparaît difficile de ne pas demander des justification, voire de sanctionner le gestionnaire de réseau, dans l'hypothèse où ledit délai est significativement supérieur à l'objectif imposé.

Enfin, pour davantage de transparence nous souhaitons souligner que les délais les plus longs devraient également être indiqués. En effet, les délais moyens ne reflètent pas nécessairement l'importante hétérogénéité existante concernant les dates de remise de ces PTF.

Question 17 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE, dont l'intégration des dérivations individuelles dans la catégorie des raccordements individuels en soutirage BT < ou = 36 kVA sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour le TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 18 : Êtes-vous favorable à la suppression de la catégorie " Ajout injection sur branchement BT < ou = 36 kVA " et au suivi sans incitation des affaires nécessitant des travaux ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 19 : Êtes-vous favorable à la fusion des catégories des raccordements BT < ou = 36 kVA avec extension du réseau et BT > 36 kVA avec et sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs envisagée par la CRE sur TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 20 : Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour les raccordements collectifs sur la période TURPE 7 ? Êtes-vous favorable au suivi sans incitation des raccordements des colonnes horizontales (IRVE) ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 21 : Considérez-vous pertinent de mettre en place une incitation pour les raccordements provisoires ?

Question 22 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un système automatique pour le versement des indemnités en cas de retard de mise à disposition du raccordement ?

Favorable

Commentaire :

Comme nous l'avons évoqué précédemment, la mise en place d'un système automatique est essentielle à l'existence d'une véritable régulation incitative.

Pour autant, nous rappelons que cette mise en place ne doit pas occulter un autre problème, tout aussi crucial et qui est celui du montant de l'indemnité versée aux acteurs ayant subi un préjudice lié à ce retard.

Pour rappel aujourd'hui cette indemnisation, pour les sites HTA est plafonnée à 1500 €. Un montant trop faible en comparaison des pertes réellement supportées par ces derniers.

-

Question 23 : Êtes-vous favorable à la régulation incitative envisagée par la CRE concernant la capacité de postes sources à créer en priorité, dans le cadre des S3REnR ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 24 : Identifiez-vous d'autres données à intégrer au rapport annuel sur le raccordement à publier par les gestionnaires de réseaux ?

Question 25 : Partagez-vous les orientations préliminaires de la CRE concernant la qualité de service relative à l'acheminement ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Question 26 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative de la qualité de service du système de comptage évolué envisagées par la CRE pour le TURPE 7 ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 27 : Considérez-vous pertinent de maintenir le périmètre existant (ne pas en exclure les compteurs concernés par une coupure longue sur les jours concernés), pour les indicateurs " Taux de télé-relevés journaliers réussis ", " Taux de télé-prestations réalisées le jour J demandé par les fournisseurs " et " Taux de compteurs activés dans les délais à la suite d'un ordre de pointe mobile " ?

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'automatisation du versement des indemnités et à l'extension du périmètre d'application ?

Favorable

Question 29 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative de la transmission des données envisagées par la CRE pour le TURPE 7 ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Question 30 : Considérez-vous pertinent de maintenir le périmètre existant des indicateurs (ne pas en exclure les compteurs concernés par une coupure longue sur les jours concernés) ?

Question 31 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE d'adapter l'indicateur conformément aux évolutions des règles MA-RE ? Êtes-vous favorable au maintien du niveau de l'objectif et de l'incitation asymétrique ?

Question 32 : Êtes-vous favorable à l'évolution du calcul de l'indicateur pour prendre en compte les évolutions sur le processus Recoflux ? Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas inciter Enedis à rechercher une performance encore meilleure ?

Question 33 : Êtes-vous favorable à une incitation financière sur les écarts au périmètre des pertes pour Enedis et au niveau de l'objectif proposé par la CRE ? Êtes-vous favorable aux modalités d'incitation financière proposées ?

Question 34 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'indicateur sur la qualité de prévision des pertes relatives à l'ENA, ainsi qu'à la suppression d'indicateurs de suivi de la qualité de service relative au bilan électrique envisagées par la CRE ?

Question 35 : Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour les critères B, M, F-BT et F-HTA ? Êtes-vous favorable à la fixation lors de la première mise à jour tarifaire du TURPE des objectifs des critères F-BT et F-HTA pour les années 2026, 2027 et 2028 ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à ces différentes propositions.

Question 36 : Partagez-vous l'analyse préliminaire et les axes prioritaires identifiés par la CRE pour le développement des flexibilités au service des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

Nous partageons l'analyse préliminaire et les axes prioritaires identifiés par la CRE concernant le développement des flexibilités.

Nous souhaitons toutefois formuler plusieurs remarques complémentaires :

- Le dimensionnement de sites de consommation est particulièrement complexe et ne doit pas être entravé
- Le dimensionnement des sites est parfois particulièrement contraint, de sorte que les acteurs ne disposent pas nécessairement de marge de manœuvre. A titre d'exemple, la loi APER impose une certaine taille aux projets des acteurs obligés, la loi LOM ainsi que la directive PEB imposent par ailleurs l'installation d'un nombre important de points de recharge. Tout ceci est source d'incertitudes quant aux capacités de flexibilité des sites de consommations.

Il est donc essentiel de ne pas dégrader la qualité de service de nos projets ainsi que la rentabilité de ceux-ci. Pour cela, il convient que leur dimensionnement reste un choix délibéré du consommateur et ne soit pas impacté par des décisions prises par les gestionnaires de réseau.

A ce titre, nous vous invitons à vous assurer que les éventuelles modulations relatives au développement de la flexibilité ne portent pas atteinte au ROI de ces projets, dans la mesure où celui-ci est déjà extrêmement tendu.

Question 37 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à attribuer à Enedis 20 % des gains économiques permis par la flexibilité ?

Défavorable

Question 38 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du projet REFLEX ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du projet REFLEX. Nous soulignons par ailleurs que l'intérêt de ce projet pourrait conduire à accélérer son développement et le périmètre des postes sources concernés.

Question 39 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du DERMS ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables avec l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du projet DERMS. Nous considérons qu'il s'agit là d'un outil nécessaire. A ce titre Enedis doit impérativement suivre des incitations et s'exposer à un malus dans le cas contraire

Question 40 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à suivre l'application de la méthodologie CritFlex par Enedis ?

Question 41 : Selon quels critères considérez-vous qu'Enedis devrait proposer systématiquement une offre de raccordement flexible en complément de l'offre de raccordement de référence ?

Question 42 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitative commune à Enedis et RTE portant sur l'exécution d'actions prioritaires communes ?

Question 43 : Êtes-vous favorable aux orientations de la CRE concernant la régulation incitative de la recherche et développement ?

Question 44 : Êtes-vous favorable à la suppression du guichet Smart Grids pour la période du TURPE 7 ?

Question 45 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires et aux actions prioritaires envisagées par la CRE pour Enedis sur la période TURPE 7 ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires ?

Question 46 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la hausse des plafonds des régulations incitatives de qualité de service, de qualité d'alimentation, de coûts unitaires et des raccordements ?

Question 47 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de couvrir les coûts du parc de compteurs historiques par la facturation d'une composante spécifique à l'ensemble des clients non équipés de compteurs évolués hors impossibilité technique ?

Question 48 : Partagez-vous les volumes de relève à pied et de contrôles envisagés par la CRE ?

Question 49 : Êtes-vous favorable à une composante tarifaire additionnelle pour les clients qui n'auraient pas transmis d'index ou n'auraient pas pris de rendez-vous ?

Question 50 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la facturation du comptage non communicant chez les ELD ?

Niveau tarifaire

Question 51 : Avez-vous des observations sur l'analyse préliminaire de la CRE relative aux charges nettes d'exploitation d'Enedis pour le TURPE 7 ?

Question 52 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges de système électrique envisagé par la CRE sur la période TURPE 7 ?

Question 53 : Avez-vous des remarques sur l'analyse préliminaire de la CRE concernant le niveau des paramètres de rémunération pour le TURPE 7 HTA-BT ?

Question 54 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissements proposée par Enedis ?

☐ Nous n'avons pas de remarques à formuler.

Question 55 : Avez-vous des remarques sur les analyses préliminaires de la CRE concernant la trajectoire d'investissements " hors réseaux " d'Enedis ?

Question 56 : Avez-vous des remarques concernant le solde du CRCP au 1er janvier 2025 ?

Question 57 : Avez-vous des remarques concernant les trajectoires de consommation et de consommateurs desservis pour la période TURPE 7 ?

Question 58 : Avez-vous des remarques concernant les options d'évolution de marche tarifaire ou de lissage du revenu autorisé d'Enedis sur la période TURPE 7 ?

Question 59 : Êtes-vous en accord avec la proposition de maintien des modalités d'évolution du Rf et du Ccard ?

Structure tarifaire

Question 60 : Êtes-vous favorable au maintien des différentes composantes du TURPE (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Question 61 : Êtes-vous favorable aux modalités de mise en œuvre proposées par Enedis et aux orientations proposées par la CRE concernant l'évolution du placement des heures creuses ?

☐ Favorable

Commentaire :

☐ Ces orientations nous paraissent adaptées à l'évolution de la courbe de production nationale.

Question 62 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour la différenciation locale des régimes d'heures creuses en HTA ?

☐ Favorable

Commentaire :

☐ Nous sommes favorables à cette proposition. Nous souhaitons toutefois souligner qu'il est indispensable que les mises à jour de ces différenciations locales se fassent, au minimum, selon un rythme annuel et que les consommateurs soient informés suffisamment en avance. A défaut, cette différenciation serait contraire au principe de lisibilité du TURPE.

Question 63 : Êtes-vous favorable aux orientations de la CRE visant à inciter Enedis à la tenue des délais pour la mise à jour des plages temporelles des compteurs ?

☐ Favorable

Commentaire :

☐ Nous sommes favorables aux orientations envisagées par la CRE.

Question 64 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir les modalités de calculs pour la composante de comptage et de gestion pour les domaines de tension BT < ou = 36 kVA, mais aussi HTA et BT > 36 kVA ?

☐ Favorable

Commentaire :

☐

Question 65 : Êtes-vous favorable au maintien des composantes de CMDPS en HTA et en BT > 36 kVA tel que proposé par la CRE ?

Question 66 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir les options tarifaires dérogatoires pour les clients non éligibles aux options à 4 plages temporelles ?

Question 67 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant l'énergie réactive ?

Question 68 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tarif optionnel injection-soutirage accessible de manière transitoire aux installations de stockage raccordées au réseau HTA au sein des zones pour lesquelles l'apparition de contraintes locales de réseau est particulièrement prévisible ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la mise en œuvre d'un tel tarif.

Question 69 : Êtes-vous d'accord avec les critères envisagés par la CRE pour définir les zones dans lesquelles une installation de stockage pourrait souscrire au tarif injection-soutirage ?

Défavorable

Commentaire :

Dans le cadre d'une phase expérimentale, il serait plus judicieux d'élargir le périmètre des sites éligibles. Concernant plus précisément les poches dimensionnées en injection, celles-ci sont encore très marginales. De sorte que l'ensemble de ces poches pourraient être éligibles.

Question 70 : Êtes-vous d'accord avec les règles envisagées par la CRE pour placer les heures de pointe du tarif injection-soutirage ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables aux règles de placement envisagées.

Question 71 : Êtes-vous d'accord avec les critères d'éligibilité envisagés par la CRE pour le tarif injection-soutirage ?

Défavorable

Commentaire :

Nous ne sommes pas favorables aux critères envisagés.

En l'état, il est envisagé que seuls les dispositifs de stockage qui soutirent entièrement et restituent en exclusivité sur les réseaux publics soient éligibles. Ces critères nous paraissent inutilement restrictifs.

Un grand nombre de sites va être appelé à disposer à la fois d'une installation de production EnR et d'un dispositif de stockage.

Dans ce cas de figure, le dispositif de stockage pourra soutirer une partie de l'électricité produite par l'installation EnR ou sous tirer directement sur le réseau en fonction de l'encombrement du réseau. L'électricité stockée pourra être soit directement réinjectée soit directement consommée par le consommateur, réduisant ainsi les appels au réseau.

La proposition envisagée par la CRE ne permettrait pas à un tel dispositif de bénéficier de cette tarification optionnelle alors même que celui-ci contribuera tout autant à l'équilibrage du système électrique.

Question 72 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires de la composante injection-soutirage et aux modalités de mise en œuvre ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Question 73 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Favorable

Commentaire :

Nous émettons un avis favorable à la proposition de la CRE, sous réserve de notre observation formulée à la question 74.

Question 74 : Êtes-vous favorable à l'extension de la composante de gestion spécifique à l'autoconsommation collective à la HTA ?

Défavorable

Commentaire :

Nous ne sommes pas favorables à l'extension de cette composante de gestion spécifique.

Les cas favorables à une opération d'ACC sont encore très limités en raison d'une grande complexité à mettre en place et des gains financiers difficiles à dégager. Vous rajouter un problème aux problèmes et vous freiner

La loi APER impose à un grand nombre d'acteurs raccordés en HTA, d'installer des dispositifs de production d'énergies renouvelables au-delà de leur besoin en autoconsommation individuelle. Ce surdimensionnement les conduit à se tourner vers des solutions comme l'autoconsommation collective afin d'écouler ce surplus de production. A ce titre, nous vous invitons à ne pas leur faire supporter de composante de gestion spécifique afin que ceux-ci ne soient pas davantage pénalisés dans la gestion de leur projet. En outre, nous considérons que, dans ce cas de figure le recours à l'ACC est imposé pour des motifs d'intérêt général et donc pour répondre aux besoins de l'ensemble des consommateurs. Dès lors les éventuels coûts de gestion supplémentaires induits par ces opérations devraient être supportées par l'ensemble des consommateurs.

Question 75 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le principe de l'option tarifaire d'autoconsommation collective distinguant flux autoproduits et alloproduits ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la proposition de la CRE consistant à maintenir une option tarifaire en autoconsommation collective qui distingue les flux autoproduit et alloproduit. Nous manifestons en revanche notre souhait de réinterroger la pertinence des coefficients actuellement en vigueur, en particulier celui touchant aux flux alloproduit. En outre, concernant les flux alloproduit les acteurs membres d'une opération d'ACC supportent déjà des frais supplémentaires liés notamment à la signature d'un contrat de responsable d'équilibre. La tarification de ce flux ne doit pas conduire à être dissuasif.

Par ailleurs, nous souscrivons pleinement à la proposition formulée par la CRE concernant la possibilité de demander à Enedis de travailler sur une évolution des informations communiquées aux fournisseurs afin que ceux-ci puissent connaître l'éligibilité ou non de leurs clients à cette option tarifaire. L'absence de communication actuelle freine au développement de cette option tarifaire qui pourrait constituer une opportunité importante pour les acteurs souhaitant recourir à l'autoconsommation collective.

A ce titre nous invitons la CRE à mettre en place une incitation tarifaire afin d'inciter davantage Enedis à communiquer l'existence de cette option.

Pour autant, nous soulignons qu'Enedis n'est pas la seule responsable de la faible souscription de cette option tarifaire. Les fournisseurs freinent parfois à informer leurs clients de l'existence de ces offres et à leur proposer d'y souscrire. A ce titre, nous nous demandons si la CRE ne pourrait pas prévoir des contrôles et éventuellement des sanctions afin d'inviter les fournisseurs à jouer le jeu.

Question 76 : Avez-vous d'autres observations sur la consultation publique relative au TURPE 7 d'Enedis ?

Compte tenu de l'absence de question posée sur les objectifs fixés pour les délais de raccordements en soutirage et en injection sur le segment HTA, nous souhaitons formuler une remarque complémentaire à ce sujet.

Sur les objectifs envisagés par la CRE pour le raccordement des installations de soutirage : les ambitions envisagées apparaissent trop éloignées des objectifs qui auraient dû être atteints par le Gestionnaire de réseau à la fin de la période du TURPE 6.

Les objectifs affichés sont, à 7 jours près, ceux du réalisés pour l'année 2023, ce qui conduit à s'interroger sur le caractère véritablement incitatif de cette régulation. Pour rappel plusieurs acteurs sont notamment dans l'obligation d'équiper de points de

recharge 5% de leurs places de parking d'ici le 1er janvier 2025 puis 10% de leurs places de parking d'ici le 1er janvier 2027. A ce titre les objectifs imposés au GR doivent impérativement être plus ambitieux.

Nous vous invitons par conséquent à imposer un objectif de 205 jours en début de période pour parvenir à un objectif de 160 en fin de période. Cet objectif de 205 jours correspond au délai moyen réalisé à la fin du TURPE 5

Sur les objectifs envisagés par la CRE pour le raccordement des installations de production : les ambitions envisagées doivent impérativement être réévalués à l'aune des objectifs imposés à certains acteurs pour la transition énergétique.

En l'état, les objectifs proposés constituent une incitation insuffisante. Pour rappel, la loi APER impose à la quasi-totalité des acteurs du secteur tertiaire disposant d'un parking de couvrir 50% de ces surfaces d'ombrières intégrant un procédé de production EnR. Cette obligation conduit à l'apparition d'un surplus et donc d'un besoin de raccordement. A défaut, ceux-ci s'exposeront à une sanction pouvant aller jusqu'à 40 k€ par an à partir de juillet 2026.

Les objectifs proposés conduiront une partie importante de ces acteurs obligés à ne pas pouvoir raccorder leurs installations dans les délais impartis. Ceux-ci seront donc soit obligés de limiter la surface à couvrir afin de ne pas dégrader la rentabilité de leurs investissements, mais s'exposeront alors à une sanction, soit de brider leur installation, et donc de dégrader la rentabilité de leurs investissements.

En conséquence nous vous demandons de revoir ces objectifs en démarrant la période du TURPE 7 avec un objectif de 211 jours pour finir sur un objectif de 185 jours. Pour rappel, cet objectif de 211 permettrait de revenir au délai moyen atteint à la fin du TURPE 5.